

Chapitre 8. 2023–2024 : Entre désinflation mondiale et blocages nationaux

Introduction

La période 2023–2024 s’ouvre sur un contraste saisissant entre, d’une part, un environnement économique international marqué par un ralentissement de l’inflation mondiale et, d’autre part, une économie haïtienne toujours enfermée dans ses fragilités structurelles et ses blocages internes. Alors que la plupart des économies avancées et émergentes connaissaient un reflux des pressions inflationnistes à la suite du resserrement monétaire global et de la stabilisation relative des prix des matières premières, Haïti est demeurée en proie à une inflation élevée, une instabilité persistante du taux de change et une contraction de l’activité productive.

Sur le plan externe, la désinflation mondiale amorcée en 2023 a offert des conditions plus favorables aux pays importateurs : le prix du pétrole s’est stabilisé, les cours internationaux du blé et du maïs ont reculé, et les chaînes logistiques mondiales se sont progressivement normalisées. Ces évolutions ont permis à certains pays de la Caraïbe de réduire l’inflation et de stimuler la reprise économique (World Bank, 2023). Pour Haïti, toutefois, ces tendances positives ont été largement neutralisées par des facteurs internes : effondrement institutionnel, insécurité endémique, paralysie du port de Port-au-Prince, blocage récurrent des circuits commerciaux et crise politique prolongée.

Sur le plan interne, l’économie haïtienne est restée prisonnière de blocages structurels qui ont annihilé les bénéfices potentiels de la désinflation mondiale. La BRH, dans ses *Notes sur la politique monétaire* (2023–2024), a souligné à plusieurs reprises que les

perturbations liées à l'insécurité — notamment les enlèvements, les rançonnages et les affrontements armés autour des axes logistiques stratégiques — empêchaient la circulation fluide des biens et alourdissaient les coûts de transaction. À cela s'ajoute la dépendance persistante aux importations alimentaires et pétrolières, qui rend l'économie extrêmement vulnérable aux moindres variations du marché international. Dans ce contexte, même lorsque les prix mondiaux se stabilisent, l'économie domestique continue d'enregistrer des hausses de prix liées aux surcoûts logistiques, à la rareté locale et à la dépréciation continue de la gourde.

La BRH a poursuivi une politique monétaire défensive, caractérisée par la poursuite du zéro financement monétaire du déficit public — en cohérence avec les engagements pris vis-à-vis du FMI — et par l'intensification de ses opérations de stérilisation via les bons BRH (2024). Si cette orientation a permis de préserver une certaine crédibilité externe et de limiter la création monétaire, elle a aussi réduit les marges de manœuvre pour soutenir l'investissement productif. Le crédit au secteur privé est resté limité, et les entreprises, notamment dans l'agriculture et l'industrie, ont continué de souffrir d'un déficit de financement.

Cette séquence 2023–2024 illustre ainsi une nouvelle fois le triangle d'incompatibilité mis en évidence par Providence (2022) : la BRH, en cherchant à concilier stabilité monétaire et discipline budgétaire, a compromis le soutien à l'activité productive, accentuant la récession et aggravant la crise sociale. En d'autres termes, les opportunités offertes par la désinflation mondiale n'ont pas pu être converties en bénéfices pour l'économie haïtienne, du fait des blocages internes et des arbitrages structurellement contraints de la politique monétaire.

Ce chapitre analysera cette période en trois temps. Dans un premier moment, il examinera les conditions favorables liées à la désinflation mondiale et leur impact différencié dans la Caraïbe. Dans un deuxième temps, il présentera les blocages internes qui ont empêché Haïti de tirer profit de ce contexte, en insistant sur l'insécurité, la rareté des devises et la paralysie des circuits économiques. Enfin, il discutera des réponses de la BRH et de leurs effets, en montrant comment les instruments mobilisés confirment la logique d'incompatibilités, tout en maintenant l'économie dans une trajectoire de stagnation prolongée.

1. Effet des politiques restrictives des banques centrales mondiales

La période 2023–2024 a été marquée par l'impact différencié des politiques restrictives mises en œuvre par les principales banques centrales mondiales pour contenir l'inflation post-Covid et la flambée des prix consécutive à la guerre en Ukraine. Aux États-Unis, la Réserve fédérale (Fed) a relevé ses taux directeurs à un rythme sans précédent depuis les années 1980, atteignant plus de 5 % en 2023. La Banque centrale européenne (BCE), la Banque d'Angleterre et plusieurs banques centrales émergentes ont suivi la même orientation, resserrant leurs politiques monétaires afin d'ancrer les anticipations inflationnistes et de préserver la crédibilité de leurs institutions (FMI, 2023; World Bank, 2023).

1.1. Un contexte mondial de désinflation contrôlée

La période 2023–2024 s'inscrit dans un contexte international marqué par une désinflation progressive, mais contrôlée, résultant des politiques monétaires restrictives menées par les principales banques centrales mondiales, en particulier la Réserve fédérale américaine (Fed), la Banque centrale européenne (BCE) et, dans une moindre mesure, la Banque d'Angleterre. Après la flambée inflationniste de 2021–2022, alimentée par la guerre en Ukraine, les tensions sur les chaînes d'approvisionnement et la hausse des

prix de l'énergie et des denrées alimentaires, les économies avancées ont engagé un cycle de resserrement monétaire sans précédent depuis les années 1980.

Ce resserrement s'est traduit par une hausse significative des taux directeurs. La Fed a porté son taux des fonds fédéraux à plus de 5 % en 2023, tandis que la BCE a relevé son principal taux de refinancement à 4 %, des niveaux inédits depuis deux décennies (FMI, 2023). L'objectif affiché était clair : casser la dynamique inflationniste en réduisant la demande et en ancrant les anticipations des agents économiques. Cette stratégie a porté ses fruits dans les pays industrialisés, où l'inflation est revenue progressivement vers les cibles de 2 à 3 % fixées par les banques centrales.

Cependant, cette désinflation contrôlée n'a pas été uniforme. Dans les pays émergents et en développement, la transmission des politiques monétaires globales a été plus complexe. Si certains, comme le Brésil ou le Mexique, avaient anticipé le resserrement en relevant précocement leurs taux d'intérêt, d'autres économies plus fragiles ont subi les effets indirects : renchérissement du coût du financement externe, volatilité accrue des flux de capitaux et pressions sur les taux de change (World Bank, 2023). Ainsi, la désinflation mondiale, bénéfique pour les économies avancées, s'est accompagnée de coûts élevés pour les pays dépendants des financements et importations internationales.

Dans ce contexte, les pays de la Caraïbe, et Haïti en particulier, ont ressenti les effets contradictoires de cette évolution. D'un côté, la baisse des prix mondiaux de certaines denrées et produits énergétiques a réduit partiellement la pression inflationniste importée. De l'autre, le resserrement des conditions financières internationales a restreint l'accès au crédit externe et accentué la pression sur les balances de paiements (ECLAC, 2023). Pour

Haïti, où l'économie dépend largement des importations alimentaires, énergétiques et des transferts de la diaspora, cette désinflation mondiale n'a pas suffi à atténuer les effets internes de l'instabilité politique, de l'insécurité et de la contraction du secteur productif.

Ce décalage illustre la pertinence de la théorie du triangle d'incompatibilité. Alors que la stabilité mondiale semblait retrouver un certain équilibre, Haïti est restée prisonnière de ses contradictions internes : stabiliser la monnaie impliquait d'épuiser les réserves, financer l'État accroissait la création monétaire, et relancer l'activité renforçait la demande en devises. Ainsi, la désinflation globale a offert une fenêtre d'opportunité, mais celle-ci est restée largement inexploitée en raison des contraintes structurelles nationales.

Le contexte mondial de 2023–2024 a été marqué par une désinflation maîtrisée dans les économies avancées, fruit des politiques monétaires restrictives. Mais cette dynamique a eu des effets différenciés selon les pays, offrant un soulagement limité aux économies fragiles comme Haïti. Ce contraste souligne que, dans un État fragile, les bénéfices des tendances globales sont absorbés ou neutralisés par les vulnérabilités internes, confirmant l'importance de repenser la politique monétaire au-delà des cadres conventionnels.

1.2. Les effets indirects pour Haïti : une pression accrue sur les devises

Si le contexte mondial de désinflation progressive en 2023–2024 a apporté un certain répit en termes de ralentissement des prix internationaux, ses effets indirects pour Haïti se sont traduits par une pression accrue sur les devises et une aggravation des déséquilibres externes. Dans un pays où plus de 60 % des biens de consommation sont importés, et où la dollarisation partielle

structure les comportements économiques, les décisions des grandes banques centrales ont eu des conséquences particulièrement lourdes sur la disponibilité et le coût des devises.

La première transmission s'est opérée par le resserrement des conditions financières internationales. La hausse des taux directeurs par la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne a entraîné un renchérissement du coût du capital sur les marchés mondiaux (FMI, 2023). Pour les pays fragiles comme Haïti, déjà exclus des financements concessionnels de long terme et dépendants des bailleurs multilatéraux, cette évolution s'est traduite par un accès plus difficile aux devises et par une dépendance renforcée aux transferts de la diaspora et à l'aide internationale.

La deuxième transmission est liée aux flux de capitaux et aux dynamiques de change régionales. Dans la Caraïbe, plusieurs pays ont pu bénéficier de l'attraction des capitaux internationaux grâce à des politiques de stabilisation macroéconomique crédibles (ECLAC, 2023). Haïti, en revanche, marqué par l'insécurité généralisée et l'absence de perspectives d'investissement productif, n'a pas profité de cette réallocation. Au contraire, la défiance des acteurs économiques locaux a accentué la dollarisation : ménages et entreprises se sont tournés massivement vers le dollar américain comme valeur refuge, alimentant la pression sur le marché des changes.

La troisième transmission tient à la balance des paiements. Malgré la baisse relative des cours mondiaux de certaines denrées et produits énergétiques, la facture des importations haïtiennes est demeurée élevée, du fait de la faiblesse de la production nationale et des surcoûts liés à l'insécurité et aux blocages logistiques internes. Parallèlement, les transferts de la diaspora, bien qu'encore importants (près de 20 % du PIB), ont montré des

signes de ralentissement en 2023, dans un contexte de ralentissement économique mondial (World Bank, 2023). Ce décalage a accentué le déficit commercial structurel et augmenté la pression sur les réserves internationales.

Enfin, la politique monétaire de la BRH s'est retrouvée piégée dans une logique défensive. Les interventions sur le marché des changes ont été multipliées pour contenir la dépréciation de la gourde, mais ces mesures ont érodé davantage les réserves internationales, déjà inférieures au seuil de trois mois d'importations. La banque centrale, contrainte de défendre la crédibilité externe, n'a pu répondre simultanément aux besoins de financement de l'État et à l'urgence de la relance économique. Cette situation confirme la pertinence du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022) : stabiliser la monnaie pour limiter la pression inflationniste importée implique d'épuiser les réserves et de restreindre le crédit, au détriment du financement public et de la croissance.

Les effets indirects de la désinflation mondiale se sont traduits, pour Haïti, par une pression accrue sur les devises et une fragilisation de la balance des paiements. Dans un pays structurellement dépendant des importations et des transferts, le resserrement monétaire global a amplifié les vulnérabilités externes et réduit les marges de manœuvre de la BRH. Cet épisode illustre une nouvelle fois que la politique monétaire haïtienne est enfermée dans une logique défensive, incapable de transformer les contraintes internationales en opportunités de stabilisation durable.

1.3. Transmission interne : entre stabilisation et contraction

La période 2023–2024 a montré que la transmission interne des évolutions monétaires mondiales et des mesures de la Banque de la République d'Haïti (BRH) s'est opérée selon une dynamique

ambivalente, oscillant entre stabilisation nominale et contraction de l'économie réelle. Autrement dit, si certaines mesures défensives ont permis d'atténuer ponctuellement la volatilité du taux de change et la propagation de l'inflation importée, elles ont simultanément contribué à restreindre le crédit, à décourager l'investissement et à aggraver la récession.

Sur le plan de la stabilisation nominale, les interventions de change et l'absorption de liquidité par l'émission de bons BRH ont permis de ralentir la dépréciation de la gourde et de contenir, du moins partiellement, l'inflation (BRH, 2023; 2024). Cette orientation a renforcé la crédibilité externe de la banque centrale, répondant aux attentes des bailleurs de fonds et des institutions financières internationales (FMI, 2023). Elle a aussi contribué à rassurer temporairement certains agents économiques, notamment les importateurs, sur la capacité de la BRH à maintenir une relative stabilité du marché des changes.

Cependant, ces mesures se sont traduites par une contraction significative de l'économie réelle. L'augmentation des réserves obligatoires et la rémunération élevée des bons BRH ont incité les banques commerciales à canaliser leurs ressources vers des placements sûrs, au détriment du financement du secteur productif. Ce phénomène d'intermédiation stérile a freiné l'accès au crédit pour les petites et moyennes entreprises, aggravant les difficultés d'investissement et de fonctionnement dans un contexte marqué par l'insécurité et la rareté des intrants (World Bank, 2023).

Cette contraction s'est également manifestée dans le comportement des ménages. L'augmentation du coût du crédit, liée aux ajustements des taux directeurs, a découragé les emprunts pour la consommation et l'habitat, réduisant la demande intérieure. En parallèle, la dollarisation partielle de l'économie a

accentué l'effet restrictif : alors que la stabilisation de la gourde pouvait sembler favorable, elle a réduit la valeur en gourdes des transferts de la diaspora, diminuant le revenu réel des ménages bénéficiaires (World Bank, 2023). Ce paradoxe illustre le caractère inégalitaire des mesures monétaires : elles stabilisent certains équilibres macroéconomiques, tout en fragilisant les bases sociales de la demande.

L'ambivalence entre stabilisation et contraction révèle les limites structurelles de la politique monétaire haïtienne. Comme le souligne Providence (2022), elle est prisonnière du triangle d'incompatibilité : défendre la stabilité nominale nécessite des mesures qui, en pratique, freinent l'investissement et réduisent les capacités de financement public. Loin de constituer un levier de développement, la transmission interne des choix monétaires se résume ainsi à une gestion défensive, où chaque victoire ponctuelle sur le front de l'inflation se paie par un affaiblissement de la croissance et un renforcement de la vulnérabilité sociale.

La transmission interne de la politique monétaire en 2023–2024 illustre un paradoxe structurel : les mesures qui stabilisent la gourde et contiennent l'inflation alimentent simultanément la contraction de l'activité économique et fragilisent les ménages et les entreprises. Cette dynamique confirme que, dans un État fragile, la stabilisation monétaire ne peut être dissociée d'une stratégie de développement productif et social, sans quoi elle demeure une victoire éphémère aux coûts économiques et sociaux élevés.

2. Contraintes haïtiennes : instabilité politique, insécurité, migration massive

Si la période 2023–2024 a bénéficié d'un contexte international de désinflation progressive, les blocages internes ont empêché Haïti d'en tirer profit. L'instabilité politique persistante,

l'insécurité généralisée et l'ampleur inédite des flux migratoires ont non seulement limité l'efficacité de la politique monétaire, mais aussi accentué les déséquilibres économiques et sociaux. Ces contraintes endogènes ont transformé un environnement mondial relativement favorable en une séquence nationale de stagnation et de vulnérabilité accrue.

2.1. L'instabilité politique chronique et l'absence d'institutions légitimes

La période 2023–2024 s'est inscrite dans la continuité d'une instabilité politique chronique qui mine la gouvernabilité en Haïti depuis plusieurs décennies. Cette instabilité, marquée par l'absence d'institutions légitimes et représentatives, a constitué un obstacle majeur à la formulation et à la mise en œuvre de politiques publiques cohérentes, y compris en matière de politique monétaire. Dans ce contexte, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a dû opérer dans un vide institutionnel et politique, limitant sa capacité d'action et accentuant la déconnexion entre ses instruments et les besoins de l'économie réelle.

Depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021, le pays n'a pas retrouvé une gouvernance institutionnelle stable. L'absence d'élections législatives et présidentielles a entraîné un vide de représentation démocratique, avec un exécutif affaibli et un parlement dysfonctionnel. En 2023, Haïti se trouvait sans président élu, sans parlement opérationnel et avec une justice fragilisée par les ingérences politiques et la corruption (FMI, 2023). Cette situation a consolidé l'idée d'un État failli, incapable de fournir des biens publics essentiels et de garantir la sécurité des citoyens.

L'absence d'institutions légitimes a également affaibli la capacité de négociation et de légitimation des choix économiques. La signature d'accords avec les bailleurs internationaux, notamment

le FMI, a souvent été perçue comme une imposition externe, faute de relais institutionnels internes capables de débattre et de valider ces orientations. La BRH, isolée dans ce contexte, a dû assumer seule la responsabilité de la stabilisation macroéconomique, renforçant son rôle technocratique, mais réduisant sa légitimité sociale.

Cette fragilité politique a eu des répercussions directes sur la politique monétaire. L'incapacité de l'État à assurer la sécurité et à générer des recettes fiscales a accru la pression sur la BRH pour financer, directement ou indirectement, certaines dépenses publiques, malgré l'engagement officiel en faveur d'un « financement monétaire nul » (BRH, 2024). Dans le même temps, l'instabilité a alimenté la défiance des agents économiques, renforçant la dollarisation et réduisant l'efficacité des instruments de politique monétaire. Ainsi, les ajustements des taux directeurs ou les interventions de change n'ont pas suffi à ancrer les anticipations, car les comportements des acteurs étaient déterminés avant tout par l'insécurité politique et institutionnelle (World Bank, 2023).

Enfin, cette situation illustre la pertinence de la théorie du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022). Sans institutions légitimes, il est impossible de concilier simultanément stabilité monétaire, financement public et relance économique. La BRH, contrainte de défendre la stabilité nominale pour préserver une crédibilité externe, a vu ses marges de manœuvre se réduire face aux besoins immenses de financement public et de relance. L'absence de gouvernance démocratique a donc transformé la politique monétaire en outil purement défensif, révélant que les arbitrages économiques ne peuvent être compris indépendamment du déficit institutionnel et politique.

L'instabilité politique chronique et l'absence d'institutions légitimes entre 2023 et 2024 ont placé la BRH dans une situation d'isolement institutionnel, où sa légitimité externe contrastait avec une profonde défiance interne. Cette configuration confirme que, dans un État fragile, la politique monétaire ne peut être analysée uniquement sous l'angle technique : elle est intrinsèquement liée à la crise de la gouvernance, qui conditionne à la fois son efficacité et ses limites.

2.2. L'insécurité et la désorganisation des circuits économiques

L'une des dimensions les plus déstabilisatrices de la période 2023–2024 en Haïti a été l'insécurité généralisée, qui a profondément désorganisé les circuits économiques. La multiplication des gangs armés, le contrôle territorial de vastes zones urbaines et périurbaines, ainsi que les blocages systématiques des axes routiers stratégiques ont eu pour conséquence de fragmenter l'espace économique national et de perturber les échanges internes et externes. Cette dynamique a non seulement accentué les coûts de transaction et la rareté des biens, mais elle a également réduit la portée et l'efficacité de la politique monétaire conduite par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

Sur le plan logistique, l'insécurité a paralysé les flux de marchandises entre Port-au-Prince et les provinces. Les gangs ont pris le contrôle de routes stratégiques, notamment celles reliant la capitale au grand Sud, rendant difficile l'acheminement des produits agricoles vers les marchés urbains et des produits importés vers les zones rurales (ICG, 2023). Les marchés régionaux se sont retrouvés isolés, créant des zones de pénurie relative où les prix ont flambé. Cette fragmentation du territoire a transformé les chocs mondiaux en crises alimentaires internes aggravées.

Sur le plan énergétique, les blocages des terminaux pétroliers — en particulier celui de Varreux — ont perturbé l’approvisionnement en carburant. Ces perturbations ont eu des effets en cascade : paralysie des transports publics et privés, augmentation du coût du fret, difficultés pour les entreprises dépendantes de générateurs, et ralentissement des services essentiels comme les hôpitaux et les écoles (World Bank, 2023). L’économie haïtienne, déjà fragilisée par la dépendance aux importations, s’est retrouvée confrontée à un double choc : l’inflation importée et la désorganisation interne des circuits logistiques.

Sur le plan financier, l’insécurité a accru la défiance des agents économiques, renforçant la dollarisation et accentuant la demande de devises. Les ménages et entreprises, anticipant la persistance de la crise, ont préféré thésauriser en dollars ou en biens physiques plutôt que d’investir en gourdes, ce qui a affaibli les canaux de transmission de la politique monétaire. La BRH, malgré ses interventions de change et ses mesures de stérilisation, n’a pu endiguer cette spirale de défiance, confirmant l’impuissance relative de la politique monétaire dans un contexte où l’insécurité dicte les comportements économiques.

Enfin, l’insécurité a eu un impact direct sur la production nationale. Les zones rurales, principales pourvoyeuses de denrées alimentaires, ont vu leur accès restreint par des menaces, rançons et violences, décourageant la commercialisation et réduisant l’offre disponible sur les marchés urbains. L’industrie textile, principale source d’exportation, a également été affectée par les blocages et par l’instabilité sociale, ce qui a accentué la fragilité de la balance des paiements (FMI, 2023).

Cette désorganisation des circuits économiques illustre, une fois de plus, la pertinence de la théorie du triangle d’incompatibilité

(Providence, 2022). Stabiliser la monnaie par des mesures défensives est voué à l'échec si les circuits économiques sont désorganisés et si la production reste entravée par l'insécurité. Dans un tel contexte, le financement public et la relance économique deviennent inopérants, car les fondements logistiques et institutionnels de l'économie sont eux-mêmes fragilisés.

L'insécurité et la désorganisation des circuits économiques en 2023–2024 ont constitué des obstacles majeurs à la stabilisation macroéconomique. En fragmentant le territoire et en paralysant les échanges, elles ont transformé les chocs internationaux en crises internes amplifiées, neutralisant les effets potentiels d'une désinflation mondiale. Cette situation confirme que, dans un État fragile, la politique monétaire reste sans prise réelle si elle n'est pas accompagnée d'une sécurisation du territoire et d'une restauration minimale des circuits économiques.

2.3. La migration massive comme soupape et fragilisation

La période 2023–2024 a vu s'accroître le phénomène de migration massive, qui joue en Haïti un rôle ambivalent : à la fois soupape sociale face aux crises multiples et facteur de fragilisation structurelle pour l'économie et l'État. Les départs massifs de citoyens, notamment vers les États-Unis, le Chili, le Brésil et la République dominicaine, répondent à l'effondrement des conditions de vie marqué par l'insécurité, la pauvreté extrême et l'absence de perspectives économiques. Mais si les transferts financiers envoyés par la diaspora constituent une ressource vitale, la perte continue de capital humain et de forces vives compromet les capacités de reconstruction et de développement.

La migration a d'abord une fonction de soupape sociale. Dans un pays où plus de 60 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, l'exode massif vers l'étranger permet de réduire la pression

immédiate sur le marché du travail et sur les structures sociales. Les transferts de fonds envoyés par la diaspora représentent près de 20 % du PIB et constituent la première source de devises pour l'économie haïtienne (World Bank, 2023). Ces flux ont permis de soutenir la consommation des ménages et d'amortir partiellement l'impact de l'inflation importée, jouant ainsi un rôle stabilisateur dans un contexte de récession et de désorganisation interne.

Cependant, cette fonction de stabilisation s'accompagne d'une fragilisation croissante. La migration massive entraîne une perte de capital humain, particulièrement parmi les jeunes qualifiés, les enseignants, les professionnels de santé et les cadres techniques. Cette « fuite des cerveaux » réduit la capacité institutionnelle de l'État et affaiblit les secteurs essentiels à la reconstruction nationale, notamment l'éducation, la santé et l'agriculture (FMI, 2023). Dans un pays confronté à des crises multidimensionnelles, cette hémorragie humaine prive l'économie de compétences nécessaires à la transformation productive.

La migration exerce aussi une pression supplémentaire sur la politique monétaire et les équilibres externes. Bien que les transferts de la diaspora constituent une source importante de devises, leur volatilité, dépendante de la conjoncture économique des pays d'accueil, rend la balance des paiements extrêmement vulnérable. De plus, la dollarisation renforcée par ces flux accentue la dépendance de l'économie haïtienne aux devises étrangères, réduisant encore l'efficacité des instruments monétaires internes (BRH, 2023; 2024).

Cette double dimension — soupape sociale et fragilisation structurelle — illustre parfaitement la logique du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022). Les transferts de la diaspora permettent de stabiliser à court terme la consommation et les

réserves de devises, mais cette stabilisation se fait au prix d'une perte de capital humain et d'un affaiblissement des capacités de développement productif. En d'autres termes, la migration soulage la pression sociale, mais renforce les déséquilibres de long terme, confirmant l'impossibilité de concilier simultanément stabilité, financement public et relance économique dans un contexte d'exode massif.

La migration massive en 2023–2024 apparaît comme un paradoxe : elle permet à l'économie haïtienne de survivre grâce aux transferts de fonds, tout en accentuant sa dépendance externe et sa fragilité interne. Cette dynamique, en réduisant le capital humain et en renforçant la dollarisation, limite encore la marge de manœuvre de la politique monétaire et budgétaire. Dans un État fragile, la migration est ainsi à la fois une soupape de survie et un vecteur de reproduction de la vulnérabilité structurelle.

2.4. Illustration du « verrouillage » institutionnel et économique

La période 2023–2024 illustre avec une acuité particulière le phénomène de « verrouillage » institutionnel et économique, qui empêche Haïti de sortir du cycle de fragilité chronique. Ce verrouillage se manifeste par l'interdépendance entre l'instabilité politique, l'insécurité généralisée et la dépendance externe, lesquelles se renforcent mutuellement pour neutraliser toute tentative de relance économique et de réforme institutionnelle. La politique monétaire conduite par la Banque de la République d'Haïti (BRH), malgré les ajustements techniques et les engagements auprès des bailleurs internationaux, s'est retrouvée piégée dans ce cercle vicieux.

D'un point de vue institutionnel, l'absence d'élections, la paralysie du parlement et l'affaiblissement de l'appareil judiciaire ont bloqué toute légitimité démocratique. Ce vide politique a

favorisé l'émergence d'acteurs non institutionnels — gangs armés, réseaux économiques informels, organisations transnationales — qui exercent un pouvoir de fait sur l'économie et la société (ICG, 2023). Cette fragmentation du pouvoir a réduit la capacité de l'État à coordonner une réponse cohérente aux crises et a isolé la BRH dans un rôle essentiellement technocratique, sans relais institutionnels capables de soutenir ses orientations.

Sur le plan économique, ce verrouillage se traduit par une dépendance structurelle aux transferts de la diaspora et à l'aide internationale, sources principales de devises, qui alimentent la dollarisation et limitent l'autonomie de la politique monétaire (World Bank, 2023). En l'absence d'une base productive interne solide, la moindre tentative de relance économique accroît la demande de devises et alimente la dépréciation de la gourde, ce qui contraint la BRH à recourir à des mesures restrictives pour défendre la stabilité nominale. L'institution se retrouve ainsi enfermée dans une stratégie défensive : stabiliser la monnaie implique d'étouffer l'investissement et de réduire le crédit, ce qui, à son tour, renforce la dépendance externe.

Le verrouillage est également social. La migration massive, en jouant le rôle de soupape, empêche l'explosion sociale à court terme, mais elle prive le pays de capital humain et entretient la dépendance aux transferts. Les protestations récurrentes contre la vie chère, liées à l'inflation et aux pénuries, expriment la frustration d'une population qui ne perçoit pas les bénéfices des politiques macroéconomiques. La défiance croissante envers les institutions contribue à délégitimer l'État et à nourrir un cercle de désengagement civique et de violence (Providence, 2025).

Ce verrouillage institutionnel et économique illustre pleinement la logique du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022).

Stabiliser la monnaie exige de recourir à des mesures défensives qui freinent la relance ; financer l'État aggrave l'inflation et déstabilise le change ; stimuler l'économie accroît la dépendance aux importations et épuise les réserves. L'absence d'institutions légitimes pour arbitrer ces tensions condamne la politique monétaire à rester prisonnière d'un système où chaque choix reproduit les blocages existants.

Le « verrouillage » institutionnel et économique observé en 2023–2024 confirme que les blocages d'Haïti ne relèvent pas uniquement de la conjoncture, mais d'une configuration structurelle où l'instabilité politique, la dépendance externe et l'insécurité s'alimentent mutuellement. Dans un tel contexte, la politique monétaire, réduite à une gestion défensive, ne peut pas constituer un levier de transformation. La sortie de ce verrouillage ne pourra se concevoir qu'à travers une refondation institutionnelle et productive, capable de briser la circularité des arbitrages impossibles.

L'instabilité politique, l'insécurité et la migration massive expliquent pourquoi la désinflation mondiale de 2023–2024 n'a pas eu d'effet significatif en Haïti. Ces contraintes structurelles neutralisent la portée des instruments monétaires et confirment que la fragilité étatique est le principal facteur d'inefficacité des politiques économiques. La BRH reste enfermée dans une logique défensive, condamnée à protéger la stabilité nominale tout en sacrifiant les besoins productifs, faute de relais institutionnels et sociaux capables de transformer un contexte externe favorable en opportunité nationale.

3. Résultats mitigés : stabilisation relative du change, mais économie réelle en récession

La période 2023–2024 se caractérise par des résultats ambivalents de la politique monétaire conduite par la Banque de la République

d'Haïti (BRH). Si certaines mesures restrictives, notamment la politique de zéro financement monétaire du déficit public et la stérilisation accrue de la liquidité via les bons BRH, ont permis d'enregistrer une relative stabilisation du taux de change et une décélération de l'inflation, ces succès apparents se sont accompagnés d'une récession persistante de l'économie réelle. En d'autres termes, les arbitrages opérés par la BRH ont renforcé la discipline nominale, mais au prix d'un affaiblissement durable du tissu productif et social.

3.1. Une stabilisation relative du taux de change

La période 2023–2024 a été marquée par une stabilisation relative du taux de change en Haïti, résultat de l'action combinée de la Banque de la République d'Haïti (BRH) et de dynamiques externes favorables, notamment le reflux partiel des pressions inflationnistes mondiales. Cette stabilisation, si elle a offert un répit temporaire à la gourde, doit néanmoins être analysée dans toute son ambivalence : elle demeure fragile, dépendante de facteurs exogènes et obtenue au prix de coûts économiques et sociaux élevés.

Du côté des interventions de la BRH, la défense de la monnaie nationale s'est appuyée sur des ventes massives de devises sur le marché des changes et sur l'émission accrue de bons BRH pour absorber la liquidité en gourdes (BRH, 2024). Ces mesures ont contribué à ralentir le rythme de la dépréciation et à contenir les anticipations négatives, offrant ainsi une apparente stabilité. La banque centrale a également intensifié son discours institutionnel, réaffirmant son engagement à maintenir un « financement monétaire nul » du déficit public, dans le but de rassurer les partenaires internationaux (FMI, 2023).

Cette stabilisation a aussi bénéficié d'un contexte mondial plus favorable. La désinflation progressive dans les économies

avancées, liée au resserrement monétaire des grandes banques centrales, a entraîné un repli des prix de certaines denrées alimentaires et des produits énergétiques, réduisant la pression sur la facture des importations haïtiennes (World Bank, 2023). Ce facteur exogène a contribué à atténuer les tensions sur le marché des changes, renforçant l'effet des interventions locales.

Cependant, cette stabilisation reste relative et fragile. Premièrement, elle a été obtenue au prix d'une érosion continue des réserves internationales, qui demeuraient inférieures au seuil critique de trois mois d'importations. Chaque injection de devises pour défendre la gourde a réduit la capacité de la BRH à résister à de futurs chocs externes (World Bank, 2023). Deuxièmement, les mesures de stérilisation, en drainant massivement la liquidité, ont limité l'accès au crédit productif, aggravant la récession et accentuant la déconnexion entre la finance et l'économie réelle. Troisièmement, la dollarisation structurelle de l'économie a réduit la portée de cette stabilisation : si la gourde s'est appréciée nominalement sur certains segments, les transactions en dollars ont continué de dominer, confirmant la faiblesse de l'ancrage monétaire interne.

En définitive, la stabilisation relative du taux de change illustre la logique du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022). Défendre la monnaie a permis de ralentir l'inflation importée et d'améliorer la crédibilité externe, mais cette victoire apparente s'est payée par un coût budgétaire élevé, un rationnement du crédit et une aggravation de la contraction économique. L'équilibre atteint demeure précaire, dépendant à la fois des flux externes (transferts de la diaspora, aide internationale) et d'un environnement mondial plus clément.

La stabilisation du taux de change observée en 2023–2024 ne doit pas être interprétée comme une victoire durable de la politique

monétaire, mais comme une accalmie défensive, obtenue au prix de sacrifices internes et sous la dépendance de facteurs exogènes. Elle confirme que la BRH agit davantage comme un gestionnaire de crises immédiates que comme un architecte d'une stabilité structurelle, et que la souveraineté monétaire reste entravée par la fragilité institutionnelle et productive du pays.

3.2. Une économie réelle en contraction

Si la période 2023–2024 a été marquée par une stabilisation relative du taux de change et par un ralentissement de l'inflation importée, ces évolutions nominales n'ont pas empêché la poursuite d'une contraction de l'économie réelle. L'Haïti de cette période illustre l'écart grandissant entre des indicateurs macroéconomiques stabilisés en apparence et une réalité productive et sociale en dégradation continue.

Plusieurs facteurs expliquent cette contraction. Le premier tient à la faiblesse de la demande interne. La hausse des taux directeurs, combinée à l'émission massive de bons BRH et au relèvement des réserves obligatoires, a réduit la liquidité disponible pour les ménages et les entreprises (BRH, 2023; 2024). Le crédit au secteur privé est resté limité, et son coût s'est alourdi, décourageant la consommation et l'investissement. Dans un contexte de chômage massif et de pouvoir d'achat en érosion, les ménages ont concentré leurs dépenses sur la survie, réduisant la demande de biens et services non essentiels (World Bank, 2023).

Le deuxième facteur est lié à la désorganisation persistante des circuits productifs. L'insécurité généralisée, marquée par le contrôle territorial de zones stratégiques par des gangs armés, a continué de paralyser la circulation des biens et d'affaiblir la production agricole et industrielle (ICG, 2023). Les entreprises, confrontées à des coûts de transport exorbitants, à des difficultés d'approvisionnement en intrants et à l'incertitude sécuritaire, ont

réduit leurs activités ou cessé leurs opérations. Le secteur agricole, déjà frappé par la hausse des prix des engrais et des semences, a subi des pertes considérables, accentuant la dépendance aux importations alimentaires (FAO, 2023).

Un troisième facteur réside dans la faiblesse des exportations. L'industrie textile, principale source d'exportation et d'emplois formels, a été affectée par les blocages, l'instabilité sociale et la perte de compétitivité liée aux interruptions répétées de la production (FMI, 2023). En parallèle, les exportations agricoles, limitées et vulnérables aux chocs climatiques, n'ont pas permis de compenser la facture des importations. Le déficit commercial structurel a continué de peser sur la balance des paiements et sur les réserves internationales, malgré la stabilisation temporaire du taux de change.

Enfin, la migration massive a eu un double effet. Si les transferts de la diaspora ont soutenu la consommation de base et atténué la crise humanitaire, la fuite du capital humain a réduit la capacité du pays à relancer ses secteurs productifs (World Bank, 2023). La perte d'enseignants, de professionnels de santé et de jeunes qualifiés a affaibli le potentiel de croissance, confirmant que la migration agit à la fois comme une soupape et comme une fragilisation structurelle.

Ainsi, l'économie réelle s'est contractée malgré la stabilisation relative du cadre monétaire. Ce paradoxe illustre la pertinence de la théorie du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022) : stabiliser la monnaie au prix d'une politique restrictive aggrave la récession, tandis que soutenir la relance accroît la pression sur le change et sur le financement public. L'Haïti de 2023–2024 est restée enfermée dans cette logique circulaire, où la victoire sur le plan nominal s'est transformée en défaite sur le plan productif et social.

La contraction de l'économie réelle en 2023–2024 démontre que la stabilisation nominale ne peut être confondue avec une amélioration des conditions économiques et sociales. Loin de relancer la croissance, la politique monétaire défensive a accentué la récession, fragilisé les entreprises et aggravé la dépendance externe. Cet épisode confirme que, dans un État fragile, la politique monétaire, même disciplinée, reste impuissante à générer un développement inclusif sans un cadre institutionnel stable et une stratégie productive cohérente.

3.3. Le paradoxe des succès nominaux et des échecs réels

La période 2023–2024 illustre de manière frappante le paradoxe fondamental de la politique monétaire haïtienne : des succès nominaux, traduits par une stabilisation relative du taux de change et un ralentissement de l'inflation, mais des échecs réels en matière de croissance, d'emploi et de réduction de la pauvreté. Ce décalage entre performances macroéconomiques affichées et réalités productives et sociales confirme les limites d'une stratégie fondée sur la seule défense des équilibres monétaires, au détriment des impératifs de développement.

Sur le plan nominal, les résultats de la Banque de la République d'Haïti (BRH) semblent indéniables. Grâce à des interventions de change soutenues et à une politique de stérilisation monétaire rigoureuse (bons BRH, réserves obligatoires, ajustement des taux directeurs), la banque centrale a contenu la dépréciation de la gourde et contribué à ralentir l'inflation, qui s'est stabilisée à un rythme inférieur à celui observé en 2021–2022 (BRH, 2023). Ces succès ont été salués par les bailleurs internationaux, notamment le FMI, qui y ont vu la preuve d'un engagement crédible envers la discipline macroéconomique (FMI, 2023).

Cependant, ces victoires nominales contrastent avec des échecs patents dans l'économie réelle. La récession s'est aggravée : le

PIB réel a reculé pour la cinquième année consécutive, tiré vers le bas par l'insécurité, la désorganisation logistique et le manque d'investissement productif (World Bank, 2023). Le chômage et la pauvreté se sont intensifiés, tandis que la migration massive s'est accélérée, privant le pays d'une partie de son capital humain le plus qualifié (ICG, 2023). Autrement dit, la stabilisation de la gourde et la désinflation importée n'ont pas suffi à améliorer la vie quotidienne de la majorité de la population.

Ce paradoxe s'explique par la logique défensive et procyclique de la politique monétaire. En cherchant à défendre la stabilité nominale, la BRH a réduit le crédit disponible pour l'économie réelle et renforcé la dollarisation, accentuant le fossé entre système financier et secteurs productifs. L'obsession pour la discipline a aussi contribué à restreindre le financement public, réduisant la capacité de l'État à investir dans les infrastructures et les services sociaux. Ainsi, les instruments utilisés pour afficher des succès macroéconomiques immédiats ont engendré des coûts sociaux et productifs de long terme.

Cette dynamique illustre pleinement la pertinence du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022). Stabiliser la monnaie et contenir l'inflation importée a exigé des arbitrages qui ont sacrifié le financement public et la relance économique. À l'inverse, toute tentative de soutenir la demande ou l'investissement aurait immédiatement alimenté la demande de devises et fragilisé la stabilité du change. Pris dans ce cercle vicieux, l'État haïtien a produit des résultats défensifs, valorisés par ses partenaires externes, mais dépourvus d'impact positif pour sa population.

Le paradoxe des succès nominaux et des échecs réels en 2023–2024 révèle l'impasse de la politique monétaire haïtienne : elle parvient à préserver une apparence de stabilité pour rassurer les bailleurs, mais échoue à répondre aux besoins fondamentaux de

développement et de cohésion sociale. Cette dissociation confirme que, dans un État fragile, la stabilité nominale n'est pas synonyme de progrès réel : elle demeure une victoire éphémère, obtenue au prix d'une aggravation de la pauvreté et de la dépendance externe.

3.4. Une crédibilité externe au détriment de la légitimité interne

La politique monétaire menée par la Banque de la République d'Haïti (BRH) en 2023–2024 illustre un dilemme récurrent des États fragiles : la recherche de crédibilité externe auprès des bailleurs internationaux s'est faite au prix d'un affaiblissement de la légitimité interne. Si les efforts de discipline monétaire et de stabilisation du taux de change ont été salués par les institutions financières internationales, ils ont été perçus par une large partie de la population comme déconnectés des réalités sociales et productives, renforçant le sentiment de défiance à l'égard des institutions nationales.

La BRH a mis en avant une stratégie de financement monétaire nul et de resserrement des conditions monétaires, dans le but de démontrer sa volonté de respecter les standards de « bonne gouvernance » économique (BRH, 2024). Cette orientation a permis de renforcer la confiance des partenaires extérieurs, notamment du FMI, qui a salué la « crédibilité » retrouvée de la politique monétaire haïtienne (FMI, 2023). En ce sens, la BRH a consolidé une réputation d'acteur responsable et discipliné, indispensable pour maintenir l'accès aux financements internationaux et aux programmes d'assistance.

Cependant, cette crédibilité externe contraste fortement avec la perception interne. Pour la majorité de la population, les politiques restrictives ont eu pour effet d'accentuer la récession, de raréfier le crédit et de réduire la valeur en gourdes des transferts

de la diaspora (World Bank, 2023). Les entreprises, privées de financement, ont réduit leurs activités, tandis que les ménages ont vu leur pouvoir d'achat continuer de s'éroder. Les politiques monétaires défensives, présentées comme des succès techniques, ont ainsi renforcé le sentiment que l'État privilégie la satisfaction des bailleurs au détriment des besoins immédiats de la société.

Ce décalage a des conséquences politiques et sociales profondes. D'un côté, l'alignement sur les prescriptions des bailleurs internationaux a permis à la BRH de préserver sa place dans l'architecture financière globale et de bénéficier de soutiens budgétaires et techniques. De l'autre, il a nourri une défiance croissante vis-à-vis des institutions économiques nationales, perçues comme « capturées » par des intérêts externes. Cette dualité reflète une crise de légitimité interne, où l'autorité de l'État repose davantage sur des soutiens internationaux que sur un contrat social avec la population.

Cette tension illustre encore une fois la logique du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022). La recherche de crédibilité externe par la stabilité monétaire a été obtenue au détriment de la relance économique et du financement public, mais aussi au prix d'un déficit de légitimité interne. En d'autres termes, plus la BRH a gagné en reconnaissance internationale, plus elle a perdu en confiance domestique, confirmant que, dans un État fragile, les arbitrages monétaires ont une portée autant politique que technique.

La période 2023–2024 révèle un paradoxe : la BRH a renforcé sa crédibilité externe en s'alignant sur les standards internationaux de discipline monétaire, mais cette orientation a accentué la crise de légitimité interne. Ce déséquilibre confirme que la politique monétaire en Haïti ne peut être analysée uniquement sous l'angle

technique : elle est indissociablement liée aux rapports de pouvoir et aux tensions entre exigences externes et besoins internes.

La période 2023–2024 illustre le caractère ambivalent de la politique monétaire haïtienne : une relative stabilisation du taux de change et une décélération de l'inflation, obtenues grâce à une discipline monétaire rigoureuse, mais au prix d'une contraction persistante de l'économie réelle et d'une aggravation de la crise sociale. Ces résultats confirment la pertinence de la théorie de l'incompatibilité des choix publics : dans un État fragile comme Haïti, la stabilité nominale ne peut être atteinte qu'en sacrifiant le développement productif et en renforçant la dépendance externe.

Conclusion du Chapitre 8

La séquence 2023–2024 met en lumière un paradoxe central de l'économie haïtienne : alors que le contexte international semblait offrir des conditions plus favorables, grâce à la désinflation mondiale et à la stabilisation relative des marchés des matières premières, l'économie nationale est restée prisonnière de ses blocages structurels et institutionnels. Les politiques restrictives menées par les grandes banques centrales ont certes contribué à contenir l'inflation globale, mais pour Haïti, les effets positifs de cette tendance ont été neutralisés par la rareté chronique de devises, l'instabilité politique, l'insécurité endémique et la migration massive.

La Banque de la République d'Haïti (BRH) a poursuivi une orientation rigoureuse, marquée par la politique du zéro financement monétaire et par une intensification de ses opérations de stérilisation. Ces mesures, conformes aux engagements pris auprès du FMI, ont permis d'enregistrer des résultats notables en termes de stabilisation relative du taux de change et de ralentissement de l'inflation. Néanmoins, ces « succès »

demeurent fragiles : ils reposent sur l'érosion progressive des réserves internationales et sur la contraction du crédit, ce qui limite la capacité de l'économie réelle à se redresser.

Le paradoxe haïtien réside précisément dans cette dissociation entre stabilité nominale et récession productive. Alors que les indicateurs monétaires paraissaient afficher une amélioration, la réalité sociale et économique a continué de se dégrader : ralentissement de la production agricole et industrielle, aggravation de l'insécurité alimentaire, exode massif de la main-d'œuvre qualifiée, approfondissement de la pauvreté. En se concentrant sur la discipline monétaire et la crédibilité externe, la BRH a vu sa légitimité interne s'éroder, la population percevant peu de bénéfices concrets de ces orientations.

L'analyse de cette période confirme la pertinence de la théorie de l'incompatibilité des choix publics. En tentant de concilier simultanément stabilité monétaire, financement public et soutien à l'économie réelle, la BRH s'est retrouvée enfermée dans une logique d'arbitrages impossibles. Les politiques adoptées, bien qu'efficaces pour préserver une stabilité minimale et rassurer les bailleurs internationaux, ont inévitablement sacrifié les besoins productifs et sociaux, accentuant la récession et la dépendance externe.

En définitive, la période 2023–2024 démontre que la politique monétaire haïtienne, dans un contexte de fragilité structurelle, ne peut capitaliser sur des conditions internationales favorables tant que les blocages internes — instabilité politique, insécurité, dépendance aux importations, faiblesse institutionnelle — ne sont pas résolus. Elle confirme également que la stabilisation nominale ne constitue pas, en soi, une stratégie de développement, mais plutôt une gestion défensive visant à éviter l'effondrement.

Le chapitre suivant, consacré à la période 2024–2025, analysera les effets de la mise en œuvre renforcée du programme avec le FMI et l'évolution de la politique monétaire dans un contexte de discipline accrue. Il permettra de déterminer si les orientations adoptées consolident une trajectoire de stabilisation ou si elles prolongent, voire aggravent, la logique circulaire d'incompatibilités qui caractérise l'action publique en Haïti.

Travaux cités

BRH. (2023). *Note sur la politique monétaire*. Port-au-Prince: Banque de la République d'Haïti.

BRH. (2024). *Note sur la politique monétaire*. Port-au-Prince: Banque de la République d'Haïti.

ECLAC. (2023). *Economic Survey of Latin America and the Caribbean 2023*. Santiago: Economic Commission for Latin America and the Caribbean.

FAO. (2023). *Haiti: Food Security Situation Report*. Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations.

FMI. (2023). *Haiti: Staff Report for the 2023 Article IV Consultation*. Washington, DC: International Monetary Fund.

ICG. (2023). *Haiti: A Path to Stability*. Brussels: International Crisis Group.

Providence, C. (2022). *Les paradoxes du changement en Haïti : Politiques publiques et développement territorial*. Pointe-à-Pitre: Presses Universitaires des Antilles.

Providence, C. (2025). *L'économie solidaire en Haïti : Femmes, territoires et initiatives populaires*. Québec: Editions Siences et Bien Commun.

World Bank. (2023). *Haiti Economic Update: Building Resilience Amid Fragility*. Washington, DC: World Bank Group.